

*Pouvoir d'emprunt*

Nous pourrions par exemple, mais ce n'est pas la seule solution possible, mettre sur pied des projets de travaux publics à court terme. Nous voulons non pas créer un déficit structurel durable au sein de notre économie, mais plutôt la stimuler assez rapidement et réaliser un grand nombre de projets.

Dans le nord de l'Ontario, au Nouveau-Brunswick dans certaines régions de la Nouvelle-Écosse et des Prairies et, évidemment, en Colombie-Britannique, l'industrie forestière est un secteur clé. Les ventes à l'étranger procurent des recettes de 22 à 23 milliards par an, ce qui prouve bien à quel point ce secteur est crucial pour le pays. Depuis 30 ou 40 ans, toutefois, nos forêts sont soumises à une exploitation abusive. Dans le nord-ouest de l'Ontario, de vastes étendues forestières ne sont plus productives. Les arbres ont été coupés et les forêts n'ont pas été reboisées de façon intelligente. C'est un secteur à fort quotient de main-d'œuvre, monsieur le Président, et la sylviculture et le renouvellement de nos ressources, dans le nord de l'Ontario, demanderont beaucoup de travail. Nous devrions entreprendre sans tarder des projets semblables, en vue de redonner confiance aux jeunes qui représentent 17 ou 18 p. 100 de la population et qui sont exclus du courant général de notre société.

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, grâce à l'amendement proposé par le parti conservateur, c'est la deuxième fois qu'il m'est donné d'intervenir à propos du projet de loi C-143. La première fois, j'ai parlé du chômage et de l'évolution qui s'opérerait au pays, alors que nous délaissions les industries de base traditionnelles qui existent depuis un siècle, au profit de la technologie de pointe qui caractérise la société d'aujourd'hui.

Je voudrais ce matin traiter d'une industrie en particulier pour donner une petite idée du manque de perspective du gouvernement et de l'erreur qu'il fait avec ses programmes monétaire et financier au chapitre de l'endettement. Il s'agit du secteur de la fabrication des machines agricoles, qui touche ma circonscription, entre autres. A une certaine époque, ces machines agricoles étaient fabriquées non seulement à Brantford, mais aussi à Chatham, à Hamilton, à Winnipeg, et dans d'autres villes, ce qui fait que le problème, loin d'être particulier au centre du Canada, touche l'ensemble du pays. Bien entendu, le secteur de la fabrication des pièces de rechange en est lui aussi frappé.

En 1982, la dernière année pour laquelle nous disposons de données, pour l'outillage agricole, nous avons accusé un déficit net de 985.4 millions de dollars, soit à peine un peu moins de 1 milliard. Pareil état de choses est parfaitement scandaleux, monsieur le Président. En 1981, le déficit a été près de 2 milliards, mais la baisse que nous avons connue l'année suivante s'explique par le fait que les agriculteurs n'ont pas suffisamment d'argent pour se procurer de nouvelles machines. Mais ce milliard approximatif représente près de 10,000 emplois qui auraient dû être créés dans le secteur agricole du Canada, mais qui ne l'ont pas été, même en période de profond marasme économique, comme ce fut le cas de l'année 1982.

● (1150)

Nous nous plaignons souvent de l'Accord de l'automobile et de ses lacunes. Généralement parlant, le Canada a subi des pertes nettes au fil des années avec cet accord, comme on le constate si l'on remonte jusqu'au milieu des années 1960, monsieur le Président. Nous accusons également des pertes nettes

d'année en année pour la fabrication de l'outillage agricole. Je n'arrive pas à me l'expliquer. Ce n'est pas d'hier que nous fabriquons des machines agricoles au Canada. Souvenons-nous des premiers temps des entreprises Massey, Ferguson et Harris, ainsi que de la célèbre famille Cockshutt de Brantford. Nous avons fabriqué d'excellentes machines et pourtant le secteur accuse un déficit net. L'année dernière, nous avons perdu 10,000 emplois. Sur le plan du chômage en général, la perte de 10,000 ou même 20,000 emplois n'est pas vraiment significative, à moins d'attribuer cette perte à une certaine collectivité. Prenons l'exemple de Brantford. Depuis deux ans, pour n'importe quelle saison, sauf peut-être pour le printemps 1982 et pour le printemps 1981, environ 5,000 ouvriers fabriquant des machines agricoles étaient en chômage. Cette situation absolument désastreuse touche entre 15,000 et 20,000 personnes dans une localité de 75,000 habitants. Ce désastre revêt un aspect social à bien des égards aussi. Les programmes du gouvernement ont provoqué l'exode de 10,000 emplois de ce secteur à cause d'un déficit net d'environ 1 milliard de dollars, mais nous aurions pu aisément remplacer la moitié de ces 10,000 emplois perdus à Brantford en donnant du travail aux 5,000 personnes mises à pied dans notre région. Je simplifie peut-être un peu trop, mais si l'on s'en tient aux chiffres, on aurait pu trouver du travail dans la ville de Brantford pour la moitié de ces 10,000 chômeurs.

En surcroît de nos 5,000 chômeurs chroniques, on est témoin d'un autre phénomène fort intéressant et qui prend de l'ampleur. Là encore, il est question de ma circonscription de Brantford qui compte deux grandes entreprises, Massey-Ferguson et White Farm Implements. Si la situation financière de ces deux fabriques était plus saine, elles profiteraient de la récession et de leurs ressources financières matérielles pour s'adapter à la technologie de pointe. Ces deux sociétés pourraient peut-être se doter de techniques d'assemblage hautement techniques, mieux connues sous le nom de robotique. Si elles réussissent à survivre, j'ai bel et bien l'impression que c'est ce qu'elles feront au cours des quatre ou cinq prochaines années. Il semblerait que 40 p. 100 des préposés à l'assemblage mis à pied non seulement dans les usines de construction de machines agricoles mais aussi dans les grandes entreprises qui fabriquent des machines seront licenciés pour de bon. A Brantford, 40 p. 100 représente 2,000 travailleurs.

Voyons maintenant d'autres chiffres. En 1983-1984, le gouvernement fédéral consacra 5.2 milliards de dollars à la recherche et au développement, dont la plus grosse part pour la recherche dans le domaine de la haute technologie. Or, quand j'ai pris la parole au sujet de la mesure actuellement à l'étude il y a quelques semaines, j'ai rappelé que seulement 230 millions de dollars avaient été prévus pour les programmes de perfectionnement dans ce domaine.

Je vais donner d'autres exemples plus explicites, monsieur le Président. Un assembleur, mécanicien ou tout autre travailleur qui a été mis à pied aujourd'hui à la société Massey-Ferguson peut s'inscrire à un programme de réorientation professionnelle. Si les prestations de chômage qu'il retire ne sont pas épuisées avant le 27 juillet, date prévue dans le programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, il peut se trouver une place au collège Mohawk et continuer à percevoir